La revue financière

Publication du ministère des Finances Canada

Faits saillants

Février 2006 : excédent budgétaire de 4,1 milliards de dollars

Un excédent budgétaire de 4,1 milliards de dollars a été enregistré en février 2006, soit 1,7 milliard de moins que celui de février 2005. Le total des revenus budgétaires a diminué de 0,1 milliard, principalement en raison d'une baisse de 0,6 milliard des revenus au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés. Cette baisse est surtout attribuable à une augmentation des remboursements versés au secteur de la fabrication hors énergie. Les charges de programmes ont augmenté de 1,6 milliard, surtout en raison de paiements de transfert plus élevés aux provinces et aux territoires en vertu des accords de 2004 sur les soins de santé et sur la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT). Les frais de la dette publique n'ont pas bougé par rapport au même mois l'an dernier.

D'avril 2005 à février 2006 : excédent budgétaire de 13,1 milliards de dollars

L'excédent budgétaire au cours des 11 premiers mois de l'exercice 2005-2006 (d'avril à février) est estimé à 13,1 milliards de dollars, en baisse de 5,6 milliards par rapport à l'excédent de 18,7 milliards enregistré au cours de la même période en 2004-2005. Les revenus budgétaires ont augmenté de 6,4 milliards, ou 3,6 %. Ce gain a été calculé en tenant compte du coût de 4,7 milliards associé aux mesures de réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2005 et les deux premiers mois de 2006. Les charges de programmes ont grimpé de 12,7 milliards, ou 9,9 %, surtout en raison de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires au titre des soins de santé ainsi qu'en vertu du Programme de péréquation et de la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,7 milliard. Une mise à jour complète des projections budgétaires pour l'ensemble de l'année, y compris les rajustements comptables de fin d'exercice, sera fournie dans le budget.

Février 2006

Un excédent budgétaire de 4,1 milliards de dollars a été enregistré en février 2006, soit 1,7 milliard de moins que celui de février 2005.

Les revenus budgétaires ont diminué de 0,1 milliard, ou 0,5 %, pour s'établir à 19,7 milliards de dollars.

- Les revenus perçus au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 4,7 %.
- Les revenus d'impôt des sociétés ont reculé de 0,6 milliard, ou 9,6 %, surtout en raison d'une augmentation des remboursements versés au secteur de la fabrication hors énergie, résultat de la faiblesse des bénéfices dans ce secteur en 2005. De plus, les règlements de fin d'exercice ont diminué par rapport au mois de février l'an dernier, en partie en raison des remboursements moins élevés versés au secteur de la fabrication hors énergie.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – liées à la retenue des non-résidents – ont progressé de 59 millions de dollars, ou 16,8 %, en février.
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 5,0 %, principalement en raison de l'accroissement de 0,3 milliard des revenus de la taxe sur les produits et services (TPS). Les droits de douane à l'importation ont diminué de 38 millions de dollars, alors que les taxes de

vente et d'accise ont chuté de 78 millions. Les revenus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont augmenté de 5 millions.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 4,8 %, en raison de la baisse du taux de cotisation, qui est passé de 1,95 $ à 1,87 $ par tranche de 100 $ de gains assurables à compter du 1er janvier 2006.
- Les autres revenus, c'est-à-dire les revenus divers et ceux provenant des sociétés d'État, de la vente de biens et de services, du rendement des investissements et des opérations de change, ont diminué de 3,7 %. Ces revenus peuvent varier sensiblement d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes ont atteint 12,9 milliards de dollars en février 2006, en hausse de 1,6 milliard, ou 13,9 %, par rapport à février 2005, surtout en raison de l'augmentation des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont progressé de 1,3 milliard, ou 16,0 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 61 millions de dollars, ou 1,6 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 5,4 %, en raison de la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées selon l'Indice des prix à la consommation, ainsi que de l'augmentation du nombre de personnes admissibles. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 4,8 %, en raison d'une baisse des prestations régulières.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, ou 35,3 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux et l'augmentation des transferts fiscaux sont attribuables en grande partie au financement accru prévu par les accords de 2004 sur les soins de santé ainsi que sur la péréquation et la FFT.
- Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 21,9 %. Cette composante fluctue d'un mois à l'autre.

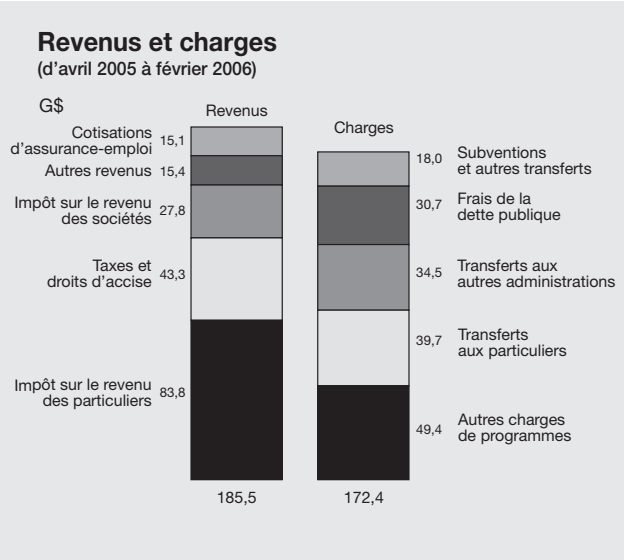
Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense, sans oublier les résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces charges ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 9,4 %.

Les frais de la dette publique ont augmenté légèrement, soit de 9 millions de dollars.

D'avril 2005 à février 2006

L'excédent budgétaire au cours des 11 premiers mois de l'exercice 2005-2006 est estimé à 13,1 milliards de dollars, soit 5,6 milliards de moins que l'excédent de 18,7 milliards enregistré au cours de la même période en 2004-2005.

Les revenus budgétaires ont progressé de 6,4 milliards de dollars, ou 3,6 %, pour s'établir à 185,5 milliards.



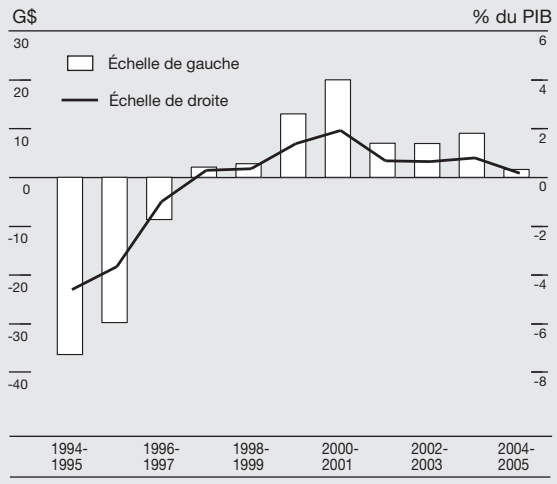
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,4 milliards de dollars, ou 4,2 %. Ce gain a été calculé en tenant compte du coût de 4,7 milliards de dollars associé aux mesures de réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2005 et les deux premiers mois de 2006.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 2,2 milliards de dollars, ou 8,4 %, sous l'effet de la hausse des bénéfices des sociétés en 2005.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu ont progressé de 1,1 milliard de dollars, ou 32,9 %, ce qui tient à l'augmentation des dividendes versés à des non-résidents.
- Les taxes et droits d'accise ont progressé de 2,1 milliards de dollars, ou 5,1 %. Les revenus provenant de la TPS ont grimpé de 2,1 milliards, ou 7,2 %, suivant en grande partie le taux de croissance de 6,9 % des ventes au détail pendant la même période. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 10,3 %. Pour leur part, les taxes de vente et d'accise ont diminué de 2,8 %, tandis que les revenus tirés du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont chuté de 11,2 %, en raison d'une réduction du droit le 1er avril 2005.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 2,0 %, la réduction des taux de cotisation à compter de janvier 2005 et de janvier 2006 ayant plus que compensé les effets de la progression à la fois de l'emploi et des traitements et salaires.
- Les autres revenus ont baissé de 2,0 milliards de dollars, ou 15,1 %, en raison du gain ponctuel (de 2,6 milliards) provenant de la vente, en septembre 2004, des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada.

Les charges de programmes pour la période d'avril 2005 à février 2006 s'élèvent à 141,7 milliards de dollars, soit une hausse de 12,7 milliards, ou 9,9 %, par rapport à la période correspondante de 2004-2005. La majeure partie de cette augmentation découle de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires pour les soins de santé, la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,7 milliard de dollars.

Les paiements de transfert, qui équivalent à près des deux tiers des charges totales de programmes, ont augmenté de 10,0 milliards de dollars, ou 12,2 %.

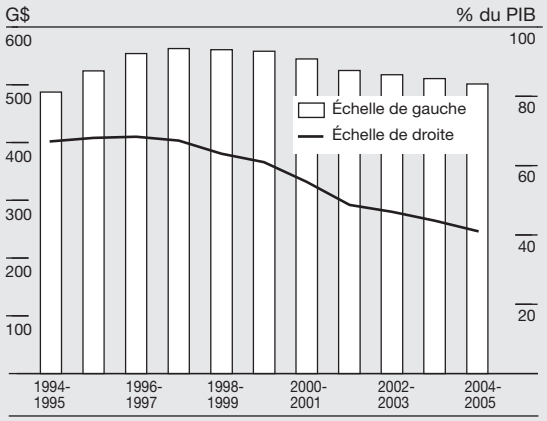
- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 2,0 %. Les prestations aux aînés ont marqué une hausse de 4,4 %, tandis que les

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances Canada et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances Canada et Statistique Canada

prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 2,5 %. La baisse du montant total des prestations d'assurance-emploi versées depuis le début de l'année est surtout attribuable à la diminution des prestations régulières, en raison de l'amélioration du marché de l'emploi par rapport à la même période en 2004-2005.

- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 6,8 milliards de dollars, ou 24,5 %, ce qui traduit l'impact des accords de 2004 sur les soins de santé et du nouveau cadre pour la péréquation et la FFT.
- Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 15,6 %, ce qui découle de mesures contenues dans les derniers budgets et des transferts effectués dans le cadre du Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux et de la prestation pour les coûts de l'énergie.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 5,8 %.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,3 % par rapport à la même période l'an dernier, par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 5,4 milliards de dollars d'avril 2005 à février 2006

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 7,6 milliards de dollars d'avril à février, soit 2,6 milliards de moins qu'au cours de la même période de 2004-2005.

Considérant un excédent budgétaire de 13,1 milliards de dollars et des besoins financiers nets de 7,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, les ressources financières au cours des 11 premiers mois de 2005-2006 se sont établies à 5,4 milliards, comparativement à 8,5 milliards lors de la même période de 2004-2005.

Activités nettes de financement en baisse de 18,5 milliards de dollars

Le gouvernement a eu recours à ces ressources financières de 5,4 milliards de dollars ainsi qu'à une réduction de 13,1 milliards de ses soldes de trésorerie pour réduire de 18,5 milliards sa dette contractée sur les marchés à la fin de février 2006, principalement en réduisant ses obligations négociables et ses bons du Trésor. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment l'échéance périodique d'importantes émissions de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de février se chiffraient à 4,0 milliards de dollars.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Février		Avril à février	
	2005	2006	2004-2005	2005-2006
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	19 840	19 743	179 044	185 456
Charges				
Charges de programmes	11 348	-12 928	-128 936	-141 658
Frais de la dette publique	-2 722	-2 731	-31 436	-30 717
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	5 770	4 084	18 672	13 081
Opérations non budgétaires	-5 198	-2 416	-10 212	-7 638
Ressources ou besoins financiers	572	1 668	8 460	5 443
Variation nette dans les activités de financement	3 221	-348	-18 437	-18 513
Variation nette dans l'encaisse	3 793	1 320	-9 977	-13 070
Encaisse à la fin de la période			7,273	4 048

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Février			Avril à février		
	2005	2006	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 372	7 717	4,7	80 474	83 825	4,2
Impôt sur le revenu des sociétés	5 780	5 225	-9,6	25 635	27 799	8,4
Autres impôts sur le revenu	352	411	16,8	3 251	4 321	32,9
Total des impôts sur le revenu	13 504	13 353	-1,1	109 360	115 945	6,0
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 542	2 830	11,3	29 221	31 333	7,2
Droits de douane à l'importation	275	237	-13,8	2 785	3 073	10,3
Taxes de vente et d'accise	723	645	-10,8	8 878	8 626	-2,8
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	31	36	16,1	356	316	-11,2
Total des taxes et droits d'accise	3 571	3 748	5,0	41 240	43 348	5,1
Total des revenus fiscaux	17 075	17 101	0,2	150 600	159 293	5,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 797	1 710	-4,8	15 401	15 091	-2,0
Autres revenus	968	932	-3,7	13 043	11 072	-15,1
Total des revenus budgétaires	19 840	19 743	-0,5	179 044	185 456	3,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Février			Avril à février		
	2005	2006	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 367	2 496	5,4	25 561	26 680	4,4
Prestations d'assurance-emploi	1 423	1 355	-4,8	13 405	13 069	-2,5
Total	3 790	3 851	1,6	38 966	39 749	2,0
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 583	50,2	11 596	17 417	50,2
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	685	5,1	7 173	7 540	5,1
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0	s.o.	1 375	0	s.o.
Total	1 831	2 268	23,9	20 144	24 957	23,9
Transferts fiscaux	634	1 045	64,8	10 020	11 641	16,2
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	0	670	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-210	-261	24,3	-2 413	-2 722	12,8
Total	2 255	3 052	35,3	27 751	34 546	24,5
Subventions et autres transferts						
Agriculture	780	720	-7,7	1 606	2 414	50,3
Affaires étrangères	200	238	19,0	2 210	2 171	-1,8
Santé	124	86	-30,6	1 618	1 633	0,9
Développement des ressources humaines	104	124	19,2	1 154	1 268	9,9
Affaires indiennes et du Nord	285	278	-2,5	3 903	4 263	9,2
Industrie et développement régional	-16	168	s.o.	1 475	1 778	20,5
Autres	313	568	81,5	3 582	4 439	23,9
Total	1 790	2 182	21,9	15 548	17 966	15,6
Total des paiements de transfert	7 835	9 085	16,0	82 265	92 261	12,2
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	65	69	6,2	1 037	1 098	5,9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	170	150	-11,8	1 855	1 857	0,1
Autres	107	188	75,7	1 838	1 698	-7,6
Total	342	407	19,0	4 730	4 653	-1,6
Défense	1 024	1 183	15,5	11 929	13 170	10,4
Tous les autres ministères et organismes	2 147	2 253	4,9	30 012	31 574	5,2
Total des autres charges de programmes	3 513	3 843	9,4	46 671	49 397	5,8
Total des charges de programmes	11 348	12 928	13,9	128 936	141 658	9,9
Frais de la dette publique	2 722	2 731	0,3	31 436	30 717	-2,3
Total des charges budgétaires	14 070	15 659	11,3	160 372	172 375	7,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Février			Avril à février	
	2005	2006		2004-2005	2005-2006
			(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	5 770	4 084		18 672	13 081
Opérations non budgétaires					
Activités d'investissement en immobilisations	-313	-294		-1 402	-2 108
Autres activités d'investissement	-101	-670		-2 015	-3 129
Comptes de pension et autres comptes	-934	-262		-2 907	-363
Autres activités					
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-2 930	-1 404		-8 629	-7 397
Opérations de change	-1 166	15		1 925	2 611
Amortissement des immobilisations corporelles	246	199		2 816	2 748
Total des autres activités	-3 850	-1 190		-3 888	-2 038
Total des opérations non budgétaires	-5 198	-2 416		-10 212	-7 638
Ressources ou besoins financiers nets	572	1 668		8 460	5 443

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Février			Avril à février	
	2005	2006		2004-2005	2005-2006
			(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	572	1 668		8 460	5 443
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement					
Opérations de la dette non échue					
Emprunts en dollars canadiens					
Obligations négociables	1 887	2 245		-13 636	-5 526
Bons du Trésor	1 100	-2 100		2 300	-7 300
Obligations d'épargne du Canada	-196	-137		-2 161	-1 609
Autres	-1	0		-29	-223
Total	2 790	8		-13 526	-14 658
Emprunts en devises	397	-361		-5 076	-3 920
Total	3 187	-353		-18 602	-18 578
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	34	5		165	65
Variation nette dans les activités de financement	3 221	-348		-18 437	-18 513
Variation dans l'encaisse	3 793	1 320		-9 977	-13 070

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2005	28 février 2006	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	90 473	89 251	-1 222
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	266 570	261 044	-5 526
Bons du Trésor	127 199	119 899	-7 300
Obligations d'épargne du Canada	19 080	17 471	-1 609
Autres	3 393	3 170	-223
Total partiel	416 242	401 584	-14 658
Payable en devises	16 286	12 366	-3 920
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 932	2 997	65
Total de la dette non échue	435 460	416 947	-18 513
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 579	131 407	1 828
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	41 549	42 982	1 433
Autres comptes de pension et autres comptes	8 680	5 056	-3 624
Total des comptes de pension et autres comptes	179 808	179 445	-363
Total de la dette portant intérêt	615 268	596 392	-18 876
Total du passif	705 741	685 643	-20 098
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	76 281	69 386	-6 895
Comptes d'opérations de change	40 871	38 260	-2 611
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	33 860	36 989	3 129
Total des actifs financiers	151 012	144 635	-6 377
Dette nette	554 729	541 008	-13 721
Actifs non financiers	54 866	54 226	-640
Dette fédérale (déficit accumulé)	499 863	486 782	-13 081

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Chris Forbes au (613) 995-6391.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Avril 2006